

14 octobre 2010 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la recherche nucléaire et sur l'autonomie des universités, Le Barp (Gironde) le 14 octobre 2010.

Madame la Ministre,

Mesdames et Messieurs les élus, Cher Alain JUPPE,

Messieurs les présidents d'universités,

Mesdames et Messieurs,

Nous célébrons cette année le cinquantième anniversaire de l'invention du laser. J'ai souhaité à cette occasion venir ici, sur cette « route des lasers », au coeur des installations du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), pour souligner quelque chose que savez parfaitement et dont il faut convaincre l'ensemble des Français : l'avenir de la France et son indépendance dépendent de sa capacité à investir massivement dans la recherche, à maîtriser la recherche de pointe et à valoriser les applications de la recherche.

Ce que vous êtes en train de développer ici avec le laser mégajoule s'inscrit dans le droit fil des décisions prises par le général de GAULLE au moment du lancement du programme nucléaire militaire et civil français. Dieu sait qu'au moment de ce lancement, cette décision n'a pas fait l'unanimité. Dieu sait même que la question du nucléaire est toujours posée dans le débat politique. Je le dis comme je le pense, tant que j'exercerai ces fonctions, la France continuera à investir massivement dans l'énergie nucléaire. L'énergie nucléaire est incontournable et elle ne s'oppose pas aux énergies alternatives. C'est dans les deux qu'il nous faut investir.

En 1945, lorsque le général de GAULLE crée le CEA, nommé Frédéric JOLIOT, Haut-commissaire à l'énergie atomique, il a lancé alors l'un des programmes scientifiques et industriels les plus ambitieux que la France ait jamais connus, un programme qui allait conduire à la naissance de la force nucléaire française de dissuasion. La maîtrise de l'énergie nucléaire a marqué pour notre pays rien moins que le début d'une nouvelle ère. Après le désastre de la seconde guerre mondiale, après l'affaiblissement de la puissance française tout au long de la 4^{ème} République, la France retrouvait sa capacité à être entendu et à être respecté à travers le monde. J'aimerais, lorsque l'on parle du nucléaire, que l'on n'oublie pas cet élément important de l'histoire contemporaine de la France.

Cette nouvelle indépendance de la France ne reposait pas sur la seule force de dissuasion nucléaire : le programme nucléaire français comportait une dimension civile, avec la pile Zoé, notre premier réacteur nucléaire. Mise en service en 1948. Mais c'est grâce à cet effort de recherche inédit que la France est aujourd'hui l'un des rares pays dans le monde à être parfaitement indépendant en sur le plan de l'énergie, alors qu'il n'a pas de ressource énergétique fossile naturelle. Aujourd'hui, cet élan ne doit pas faiblir et ne faiblira pas. Ceux qui prétendent que l'on peut remplacer l'énergie nucléaire par les énergies alternatives, énoncent une incongruité et cela serait une autre incongruité que d'expliquer que, parce que l'on investit dans le nucléaire, on ne doit pas investir dans les énergies alternatives.

Grâce au Laser Mégajoule, dont le projet, cher Alain JUPPÉ est né en 1995-1996, avec l'arrêt définitif des essais nucléaires français. Mais, à partir du moment où vous aviez annoncé avec Jacques Chirac que les essais c'était terminé, il fallait investir dans les simulations, dans ce que l'on faisait en laboratoire et non plus dans ce que l'on faisait à l'air libre ou en sous-sol. Et nous sommes sur le point de disposer d'un outil extraordinaire, qui ouvre donc accès à la physique de l'extrême et qui va nous permettre de financer et d'organiser des progrès scientifiques

extrême et qui va nous permettre de financer et d'organiser des progrès scientifiques considérables.

Ce laser permettra de recréer pendant un temps très court, dans un volume de quelques millimètres cubes, les mêmes conditions physiques de température et de pression rien moins que celles d'une fusion thermonucléaire. Autant dire qu'il sera le plus puissant du monde. Comment ne pas être impressionné par le gigantisme du Laser Mégajoule ? Plus long que la Tour Eiffel, plus haut que l'arc de Triomphe, construit avec trois fois plus de béton que le viaduc de Millau. Autant dire que c'est un monument de la science, ici, Monsieur le Président de la Région Aquitaine, ici, Monsieur le Maire de Bordeaux. Et il le sera encore davantage lorsqu'il contiendra ses 20 000 optiques. Imaginez la puissance de deux centrales nucléaires dans une cible millimétrique ! C'est un investissement financier considérable, 3 milliards, et je tiens d'ailleurs à souligner aussi l'investissement humain qui a permis de réaliser ce projet. Pendant 10 ans des ingénieurs, des techniciens, des ouvriers ont oeuvré sans relâche pour que le projet du Laser Mégajoule devienne réalité. Je veux les remercier et j'ai vu la fierté d'ailleurs de tous ceux qui ont contribué à cette réalisation historique, exceptionnelle.

Le programme scientifique que vous mettez en oeuvre est un enjeu considérable pour la France. Vous allez nous permettre de pérenniser notre force de dissuasion, aussi longtemps que nécessaire. Et vous allez surtout nous permettre de conforter le leadership français dans la recherche en ce domaine.

N'oublions pas que si le laser est une invention américaine, la voie fut ouverte par les travaux d'un prix Nobel français, sur le pompage optique. Et que les premiers neutrons thermonucléaires produits par un laser l'ont été au CEA, à la Direction des applications militaires, à la fin des années 60, direction que je remercie pour la présentation remarquable qu'elle a organisée ce matin.

Les travaux du Laser Mégajoule vont contribuer à dynamiser l'industrie française dans le domaine des hautes technologies. Et surtout pour moi, c'est important de rapprocher les applications militaires et les programmes de recherche civile. Enfin, nous comprenons ce que les Américains pratiquent depuis si longtemps. De la même façon qu'il n'y a pas et qu'il ne doit y avoir de fossé entre recherche fondamentale et recherche appliquée, qu'il ne doit pas y avoir de fossé entre l'université et la recherche, qu'il ne doit pas y avoir de fossé entre l'université et l'entreprise, il ne doit pas y avoir de fossé entre la recherche militaire et la recherche civile, l'une et l'autre se nourrissant des progrès incarnés chacune avec ses compétences et ses objectifs.

De plus, en choisissant d'implanter le laser PETAL sur le Laser Mégajoule, nous ouvrons la voie à l'exploration d'une nouvelle forme d'énergie. Grâce à sa recherche, avec les projets ITER et PETAL, la France est maintenant leader dans la compétition mondiale pour la production d'énergie par fusion.

C'est donc un programme majeur que vous engagez ici.

Cela prouve quoi ? Que la France est toujours capable d'avoir des projets scientifiques et industriels de grande envergure. Je voudrais bien que l'on me comprenne. Nous venons de sortir d'une crise qui est, sans doute, la plus importante depuis un siècle. La réponse d'un pays à la crise n'est pas le recroquevillement, n'est pas la rétractation, n'est pas l'absence d'ambition. La réponse d'un pays à la crise, c'est l'innovation, c'est la recherche, c'est l'ouverture, ce sont les réformes, ce sont les projets. C'est cela qui se passe ici.

Autour du laser Mégajoule, avec la « Route des Lasers », vous êtes en train de créer un écosystème de la connaissance. J'étais il y a quinze jours à Saclay, avec Valérie PECRESSE que je remercie une nouvelle fois, sur le chantier de NanoINNOV mais nous voyons jouer ici « l'effet cluster », l'effet d'entraînement mais qui eût dit il y a quelques années seulement qu'autour de ce site militaire s'implanterait un pôle de compétitivité ? Je me souviens très bien lorsque Christian BLANC est venu, j'étais ministre des Finances, en 2004, m'expliquer comment les Espagnols avaient sauvé l'industrie du cuir qui était victime d'une catastrophe économique considérable. En créant ce qu'ils appelaient un cluster, regroupant toutes les petites entreprises sur une même filière, se dotant de réseaux de communication et de marketing communs, additionnant leurs compétences, ils avaient décidé d'investir dans le cuir de voiture de luxe. Et je me suis dit, dans

le fond, en France, nous avons Crolles Grenoble, mais nous n'avons pas de pôle de compétitivité de la même nature. Et, c'est à partir de ce moment là, qu'on a créé la soixantaine de pôles de compétitivité avec des avantages fiscaux, avec des avantages sociaux, mais ce qui est très important, je le disais à Alain JUPPE, c'est que si des pôles de compétitivité qu'on a labellisé, ne sont pas compétitifs, on les délabellise. Je veux dire qu'il y a un devoir de rassemblement, de création et même d'excellence.

Aujourd'hui, grâce aux investissements combinés de l'État, de la Région et de l'Europe sont réunis ici :

- des implantations universitaires, puisque l'Université de Bordeaux 1, Sciences et techniques hébergera les chercheurs de ses unités mixtes, ceux du CEA, du CNRS et de l'École Polytechnique venus utiliser les installations du Laser Mégajoule
- des entreprises innovantes, qui sont venues s'implanter autour de cette plate forme
- une plate-forme de transfert, Alpha-nov, qui aura pour mission d'accompagner les retombées scientifiques et techniques du Laser Mégajoule.

Voyez-vous, le pôle de compétitivité « Route des lasers » est exemplaire de la politique que nous voulons mettre en oeuvre en France. Alors cette politique, je veux que vous compreniez que nous allons la développer et la renforcer. Je suis persuadé que l'économie française ne peut pas faire l'économie d'une profonde mutation de ses universités, d'une profonde mutation de ses instituts de recherche, d'une profonde mutation de sa politique fiscale.

Nous avons créé le crédit impôt recherche. Je regardais les chiffres avant de venir, c'est 4 Mdseuros par an, qui sont remboursés aux entreprises qui investissent dans des laboratoires de recherche en France. La France a désormais le système fiscal en faveur de la recherche le plus puissant au monde.

Je le dis aux parlementaires qui sont ici et que je remercie. Je tiens beaucoup à ce que l'on ne touche pas au crédit d'impôt recherche dans le cadre de la discussion budgétaire. Pour une fois qu'un système fiscal marche en France, est-ce que l'on pourrait le conserver ? Je me souviens d'un certain nombre de collaborateurs de Bercy qui sont venus me voir en me disant : « c'est catastrophique le crédit impôt recherche, on pensait que cela coûterait 2 milliards, cela coûte 4 milliards ! ». Mais je dis : « quelle bonne nouvelle ! ». Voilà donc une innovation fiscale qui marche parce que ce qu'il ne faut pas voir, c'est le coût des 4 milliards. Ce qu'il faut voir, c'est l'investissement enfin d'entreprises françaises et étrangères dans des laboratoires de recherche en France. Et je vais même vous dire une chose : je souhaite que ça puisse coûter plus cher puisque cela montre que l'on continue à investir dans la recherche en France.

Sur les universités, je voudrais remercier les Présidents d'Universités qui sont ici avec qui, d'ailleurs, j'ai eu plusieurs réunions de travail récemment à l'Élysée en compagnie de Valérie PECRESSE. Est-ce que vous vous rendez compte : vos universités Bordeaux 1 et Bordeaux 2 ont acquis leur autonomie depuis le 1er janvier. Au 1er janvier prochain, Mesdames et Messieurs, mes chers compatriotes, 90% des universités françaises seront autonomes. Qui l'eut dit, qui l'eut crû, qui aurait pu imaginer qu'en trois ans, le système universitaire français volontairement, magnifiquement, aurait évolué vers l'autonomie sans drame, sans querelle théologique, bien sûr quelques grèves, quelques incompréhensions... on est en France, quelques occupations... on est en France. Mais en France, on peut le dire au monde entier, notre système universitaire a brillamment passé l'épreuve de sa mutation, que les étudiants, que les professeurs, que les chercheurs en soient remerciés.

Je veux rendre hommage au dynamisme du Président Alain BOUDOU pour que l'Université de Bordeaux 1 puisse s'établir sur le site du CEA pour héberger le Centre des Lasers Intenses et Applications, un laboratoire de recherche commun à l'Université, au CEA et au CNRS. Mais c'est l'intérêt de tout le monde et notamment des familles et des étudiants de la région que d'avoir une université dynamique. En visitant le bâtiment de l'université Bordeaux 1, j'ai pu mesurer l'enthousiasme et l'attente des jeunes chercheurs et des jeunes doctorants. C'est extrêmement important que ça bouge. Mais qui pourrait imaginer que le monde du XXIème siècle bouge à cette vitesse là et que notre système universitaire ou notre système de recherche reste immobile.

Les universités autonomes doivent désormais de placer au centre de cette dynamique du savoir, les universités doivent diversifier leurs sources de revenus et leurs partenariats. Rendez-vous compte : il y a, à la minute où je parle, 32 fondations universitaires qui vont permettre d'attirer des moyens du secteur privé vers les universités. Mais pourquoi s'en priver ? Peu de gens auraient parié sur une telle évolution. Je sais bien que la réforme n'est pas une fin en soi, l'autonomie n'est pas une fin en soi, il fallait également les moyens. Depuis trois ans Mesdames et Messieurs les universités ont vu leurs moyens de fonctionnement augmenter de 18%. Elles n'avaient jamais connu cela auparavant. Et au fond, j'ai compris pourquoi le monde universitaire et le monde de la recherche avaient été si rétifs au changement parce que trop longtemps, les universitaires ont associé réformes et restrictions budgétaires et cela avait créé et c'est bien normal un sentiment de rétractation. On savait ce que l'on avait, on avait peur de ce que l'on aurait. Et au fond, ce que nous avons essayé de construire, c'est un rapport de confiance avec les universités françaises. Nous vous donnerons des moyens dont vous avez besoin, que vous n'avez jamais eu dans le passé mais nous exigeons en échange les réformes et les évolutions. C'est cela le partenariat gagnant/gagnant. Nous avons fait le choix de l'opération campus car il n'y a pas de fatalité : quelle est la fatalité qui voudrait que les campus aérés, magnifiques, écologiques, heureux, gais, que les bâtiments universitaires modernes et pas lézardés, que les implantations sportives de qualité, que les bibliothèques ouvertes y compris le dimanche, tout cela soit à l'étranger et pas chez nous. Où est cette fatalité ? Moi, j'étais profondément choqué quand j'entendais que pour nombre de familles leurs rêves, c'était d'envoyer leurs enfants à l'université en Espagne, aux États-Unis, voire en Angleterre. Que nos jeunes aillent à l'université à l'étranger c'est une excellente chose mais ils doivent y aller pour des bonnes raisons, pas pour des mauvaises raisons, pas parce qu'ils considèrent qu'en France on ne pourrait pas étudier dans de bonnes conditions.

Donc, l'opération Campus, nous l'avons dotée de 5 milliards d'euros, les 10 opérations massives de rénovation type universitaire auront toutes commencé avant la fin de ce quinquennat. Il n'y a pas de fatalité, on ne peut pas bien étudier en se tournant vers l'avenir dans des bâtiments qui ont à peine de quoi refléter le présent. Il n'y a pas de fatalité, là aussi, la dotation de 475 millions d'euros obtenue par l'Université de Bordeaux est un grand succès qui permettra de redonner de la cohérence à un ensemble universitaire et scientifique dont la qualité exceptionnelle n'est pas suffisamment reconnue.

J'ajoute que dans le programme du grand emprunt, 35 milliards d'euros, nous consacrerons, à la suite des travaux remarquablement présidés par Alain JUPPÉ et Michel ROCARD, 22 milliards pour la recherche et pour l'université. Peut-être ces chiffres, voil?? ce que je voudrais dire en terminant, peuvent faire tourner la tête, puisqu'on me dit : « mais, comment vous allez faire, parce qu'il y a des déficits, parce que la France est endettée ? ». Mais, Mesdames et Messieurs, trop souvent dans le passé nous avons fait le mauvais choix. Le choix de ne pas avoir le courage de remettre en cause des dépenses de fonctionnement et de sacrifier par facilité des dépenses d'investissement. La question n'est pas que l'emprunt est mauvais, la question est pourquoi, décidons-nous d'emprunter ? Emprunter pour investir, c'est un emprunt qui prépare l'avenir, qui permet de créer de la richesse, qui permet de créer de la croissance et qui permet de remettre la France dans la compétition internationale.

Et vous comprenez ainsi, les moyens, les réformes, l'un avec l'autre, et le refus des vieux clivages. Nous sommes dans un nouveau monde. Il nous faut de nouvelles idées. Et vous les chercheurs, vous le savez mieux que personne, les grandes découvertes scientifiques ont été souvent à l'origine marquées par le refus du consensus. Si vous n'aviez en tête, vous les chercheurs, vous les scientifiques, vous les universitaires, simplement que le consensus, alors vous seriez dans la pensée unique, alors que bien souvent, les plus grandes des inventions ont été faites par rupture avec ce consensus.

Voilà la très grande difficulté : faire avancer tout le monde sans laisser personne dehors, mais comprendre que l'on ne peut pas rester immobile.

Vraiment, je voudrais vous dire ici, dans l'Aquitaine, Monsieur le Président, à Bordeaux, Monsieur le Maire, devant les universitaires et les chercheurs, Madame la Ministre, qu'il y a pas plus

le maire, devant les universitaires et les chercheurs, madame la ministre, qu'il n'y a pas plus enthousiasmant pour moi que de voir la capacité avec laquelle, quels que soient vos parcours, quelles que soient vos sensibilités, vous avez su vous inscrire dans le mouvement de modernisation sans précédent de notre système de recherche et de nos universités.

On ne s'arrêtera pas là, il y aura une étape 2 de la modernisation de nos universités pour que la dévolution des bâtiments aille mieux, plus vite, pour que les partenariats privés soient plus aisés, pour que la coopération avec les collectivités territoriales soit plus féconde. Ne nous opposons pas, se sont les mêmes familles, se sont les mêmes jeunes et le même territoire, ils ont besoin de notre collaboration et non pas de notre opposition. Il y aura une étape 2 pour que les présidents d'universités puissent mieux assumer leur rôle, pour que les personnalités qualifiées n'aient pas le sentiment d'être invitées sur un strapontin alors qu'elles ont leur place en propre complètement dans l'université. C'est sans doute un des chantiers parmi les plus passionnants que nous avons engagés.

Je voudrais également rendre hommage à ceux qui administrent nos grands organismes de recherche, qu'ils le fassent là aussi avec le souci de la réforme.

Je voudrais terminer par cela, je ne suis pas un obsédé de la réforme, mais j'ai la responsabilité de conduire la 5^e économie du monde dans un monde qui bouge. Notre pays ne peut pas rester immobile, nous n'avons plus les moyens d'attendre pour décider, nous ne pouvons pas mettre la poussière sous le tapis, nous ne pouvons pas fermer les yeux devant les déficits et les retards qui sont les nôtres. Notre devoir, c'est d'agir, d'agir dans l'intérêt de général, d'agir avec justice mais d'agir. Au fond, je crois que la pire des injustices, c'est l'immobilisme, celui qui consiste, à conserver des injustices qui ne sont, à mes yeux, pas plus légitimes parce qu'elles sont anciennes. Je vous remercie.